

19 février 1948

La guerre et la paix en Palestine entre les mains du Conseil de Sécurité

C'EST le Conseil de Sécurité qui doit décider de l'envoi de forces armées en Palestine. Raisonnablement il refusera ce qu'il n'a aucune envie d'accorder. Il y a dans le monde des obligations plus pressantes que d'aller faire tuer encore de beaux jeunes hommes, des pays les plus divers, pour l'amour de l'Etat juif et de la puissance d'Israël. Une telle prétention passe l'imaginable. On ne la comprend pas.

Pour que le sionisme triomphe en Terre-Sainte, aucune opinion publique n'admettra qu'éclate la folle guerre à laquelle l'Exécutif sioniste convie paisiblement les Nations ; comme si c'était une opération de change fructueuse à défaut d'une partie de plaisir.

Depuis que le son des trompettes ne renverse plus les murs de Jéricho, l'Agence juive demande à l'ONU de venir, pour elle, s'emparer du territoire. Il y a en vérité des guerres plus justes qui ne se font pas ; il ya des peuples en esclavage qui veulent être secourus à cette heure de façon plus décisive.

Les juifs vivent comme des seigneurs dans les grandes capitales. Les plus grands pays leur reconnaissent généreusement le droit de cité. Ils vont jusqu'à gouverner ces pays ouvertement ou dans le secret. Ils ne s'en contentent pas. Ils veulent leur capitale à eux, sachant bien (comme le déclarent de temps en temps M. Ben Gurion, M. Sherlock et les autres) que ce ne peut être « moralement » que Jérusalem. Or, l'ONU a isolé, bien entendu, la Ville Sainte des Etats monstrueux qu'elle a enfantés. A quoi correspond pour les juifs, sur le plan politique et religieux le reste de l'aventure ? Quelle nécessité y a-t-il de mettre les chancelleries sur les dents et les armées en mouvement pour être souverains à Tel-Aviv ? Les juifs oublient qu'en avion, il faut seulement huit ou dix heures de Paris et de Londres et, de New-York, une journée pour venir à Jérusalem.

A l'ONU (comme dans la Commission spéciale de l'ONU), comme au Conseil de Sécurité lui-même, il est manifeste que la conviction est branlante et que l'inquiétude grandit... l'Etat juif perd ses dernières chances. Les travaux d'Hercule paraissent un jeu à côté de ce qu'Israël demande à l'ONU. On peut attendre maintenant de la sagesse du Conseil de Sécurité qu'il suggère ou qu'il trouve ou qu'il s'emploie à trouver une autre solution.